

cerises

la coopérative

Humeur de Cerises

Enfoncé dans une crise économique profonde depuis 20 ans, le Zimbabwe a adopté une nouvelle monnaie : l'or du Zimbabwe. La sémantique suffira-t-elle ?

Les bibliothèques de rue, initiées par ATD Quart-Monde à la fin des années 50, sont activement animées dans désormais une soixantaine de quartiers. Les « boîtes à livres » se multiplient aussi dans les quartiers. D'autres incitations à la lecture contredisent l'idée que « les gens ne lisent plus » (sur papier...).

Le nombre d'habitant·e·s est en baisse dans 44% des pays selon le FMI (Fonds Monétaire International) qui souligne aussi le vieillissement général de la population. Quant à l'investissement, il a chuté de 40% par rapport à la période avant la crise financière de 2008. Un monde en panne ???

Agenda militant

4 mai 2024

[L'Europe, parlons-en ensemble](#). Forum à 9h30 – 17h30 à l'Ageca 177 rue de Charonne Paris

10 au 12 mai

À l'occasion du troisième anniversaire de l'OAB, un week-end antifasciste avec le collectif italien @dax_resiste Projection du film « Brucia Ancora Dentro »

[Un appel](#) est lancé pour un village antifasciste le 11 mai, à l'initiative de diverses organisations parisiennes.

Dimanche 12 mai 2024

[Fête de l'insurrection gitane](#) : au cinéma L'Ecran et samedi 18 mai parvis de la basilique. Saint-Denis

4 au 7 juin 2024

Une centaine d'acteurs impliqués dans l'[Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité Internationale \(ECSI\)](#) à travers le monde, auront pour la première fois l'opportunité de se réunir pendant 4 jours à proximité d'Abidjan en Côte d'Ivoire pour échanger autour de leurs pratiques, mener des réflexions collectives, se former et renforcer leurs liens partenariaux.

Derrière les apparences...

Analyser la situation politique en France ou dans le monde est une gageure : une partie des gens ressent colère et impuissance face au rouleau compresseur néolibéral teinté de néofascisme, avec le sentiment que quoi qu'ils fassent, rien ne pourra arrêter la machine infernale.

Censure, interdiction de manifester, convocation de militant·es et d'élus·es se succèdent. Est-ce un signe de force ? Des résistances à cette politique s'expriment un peu partout en Europe et dans le monde, ce qui provoque quelques failles : résolution du Conseil de sécurité pour un cessez-le-feu immédiat à Gaza, vote favorable de la France au conseil de sécurité de l'ONU pour l'admission de la Palestine comme État membre de plein droit de l'ONU, inscription de l'IVG dans la constitution, législation européenne qui renforce les droits des travailleurs des plateformes numériques et, plus récemment, le rejet du CETA, l'accord de libre-échange, par le Sénat. Macron évite le même déboire en refusant le débat à l'Assemblée.

Sans parler de ce sondage qui nous dit que 84 % des gens sont pour taxer les super-profits et les impôts des plus riches. La réalité est crue : le pouvoir macronien n'a plus de majorité sociale dans le pays - en témoigne la force du mouvement contre la réforme des retraites - mais il n'a pas non plus de majorité politique - en témoignent les recours permanents aux 49-3 qui font du non-respect d'institutions, pourtant sur mesure, une véritable fuite en avant.

La situation est contrastée avec un pouvoir qui navigue à vue comme lors de la récente crise agricole. Ils n'assument pas ce qu'ils sont et lorsqu'ils sont en difficulté, ils choisissent l'épreuve de force et l'entrave démocratique, comme lors du mouvement des Gilets Jaunes ou devant Sainte-Soline aujourd'hui. On pourrait penser, au premier abord, que le rapport de force est en faveur du Capital, mais une analyse plus fine montre que les choses ne sont pas si simples.

Rien n'est écrit à l'avance... de plus en plus de gens exigent d'être décideurs des choix qui sont faits en leur nom. Même à bas bruit, grandit l'idée d'être « un peuple souverain » pour reprendre une expression de Michèle Riot Sarcey.

La jeunesse se mobilise dans des mouvements comme Les Soulèvements de la Terre ou d'autres mouvements davantage centrés sur une question comme les bassines ou les projets autoroutiers destructeurs d'environnement. Grandit aussi au plan international l'exigence d'autres choix pour le peuple palestinien et l'arrêt immédiat des bombardements dans la bande de Gaza. Loin de faire preuve d'angélisme, le comité de rédaction de Cerises invite à une lecture plus dialectique de la situation politique et économique pour scruter ce qui pousse à oser braver cette autorité défaillante.

● **Le comité de rédaction**

L'Europe ? Quel sens ?



L'Europe est sensée nous protéger, contre tout : la guerre, l'hégémonie économique des américains, les inégalités sociales, les pandémies, le dérèglement climatique...

Qu'en est-t-il ?

Nos armées n'ont jamais cessé d'intervenir et l'escalade guerrière laisse craindre le pire. Macron dans son discours de la Sorbonne a bien précisé que « le pilier européen de l'OTAN que nous sommes en train de construire est essentiel » L'en même temps des propos nationalistes et guerriers ne change rien au fait que le commandement en est Américain.

Pareil pour la guerre économique. Macron se félicite de l'attractivité de notre économie pour les capitaux étrangers alors que c'est surtout significatif de désindustrialisation, de délocalisations, de pertes de technologies et d'emplois et de dépendance économique : l'Américain BlackRock, premier gestionnaire d'actifs dans le monde, est actionnaire de 18 entreprises du CAC 40 !

Ce poids lourd de la finance, gros investisseur dans les compagnies pétrolières, a même obtenu de la commission Européenne une mission officielle de conseil sur « les facteurs environnementaux et sociaux » de l'activité bancaire !

L'indépendance, même européenne, est un leurre avec la mondialisation capitaliste dominée par des fonds de placements apatrides, mobiles, avides de rendements financiers immédiats au service des grandes fortunes.

D'ailleurs, même Macron en est conscient parce qu'il considère que le « bon débat » sur la fiscalité de « l'accumulation des richesses dans la mondialisation » ne peut être à l'échelle Européenne...

Transformer l'Europe ? Le grand soir électoral Européen n'est pas crédible et ne servirait pas à grand-chose dans son cadre institutionnel actuel et avec la mondialisation.

Et pourtant au niveau Européen, il y a des coopérations à organiser, du déjà-là à partager, des intelligences collectives à enrichir, du commun à valider et à développer, une culture de paix à promouvoir...

Mais pour cela, il faut changer radicalement de logiciel, du local au mondial, donc y compris au niveau Européen, pour que plutôt qu'être soi-disant « protégés », les peuples soient responsables de leur destin.

● ALAIN LACOMBE

Élections européennes : un non événement ?

On évitera ici de remuer des hypothèses électorales d'autant plus hasardeuses que le taux de participation sera – probablement – faible. Bien sûr, la confusion entre action politique et enjeux de pouvoirs agite tous ceux qui voient, derrière l'élection des eurodéputé-e-s, la présidentielle française (oubliant que le succès écolo aux européennes n'a jamais fait rebond à celle-ci). Ou ceux qui rêvent qu'un bouillonnement de Raphaël Glucksman redonne un espoir à une social-démocratie toiletée pour la énième fois. On ne saurait non plus négliger la progression annoncée de l'extrême-droite, en France et sans doute dans d'autres pays.

Mais tout ceci ne peut masquer deux faits majeurs. La droite la plus réactionnaire et l'extrême droite présentent bien des divergences sur l'Europe, du fait même de ce qui fait leur matrice idéologique et leurs électorats. Meloni n'est pas Gardella, les fascistes scandinaves n'ont pas les mêmes ressorts que Vox en Espagne. Racisme et xénophobie leur sont fortement communs. Leurs réponses diffèrent.

Leur dynamique confirme que globalement les idées fascisantes structurent aujourd'hui le débat public.

Face au consensus de la droite « modérée » et des sociaux-libéraux, qui président au déploiement européen depuis l'origine, le souci majeur est que la gauche n'a ni dynamique ni proposition alternative. Certes, quelques mesures sont à mettre à l'actif des écologistes ou de la gauche européenne, mais l'alternative au libéralisme est un mirage, les batailles pour des services publics, la gestion de ressources naturelles, les grandes infrastructures de transport – et ne parlons pas de géopolitique internationale – sont fort absents des programmes. FI et Verts ont en France des propositions assez proches. Leur désunion ne permet pas de les rendre lisibles.

Les enjeux de cette élection autoriseront sans doute quelques ajustements stratégiques entre FI, Verts et sociaux-démocrates ; le PCF avec Gauche Unie lèvera le petit doigt en guise d'existence. La grande majorité des électeur-trice-s restera « à la maison ». Le fossé s'en trouvera aggravé entre la Politique et la Population.

● PATRICK VASSALLO

Palestine : espoir ou désespoir ?



© Saeed Alatib

Il y avait eu les batailles pour les retraites, contre la loi Darmanin, etc : grosses mobilisations et pourtant... Faute d'une alternative politique, le pouvoir se sentait tout puissant et continuait droit dans ses bottes.

Et puis il y a eu la Palestine et l'horreur à Gaza. Ce n'était déjà pas facile d'encaisser recul sur recul sur le plan social mais là, quand même, un génocide sous nos yeux ! Certes il y a eu des mobilisations. Et puis ? Et puis rien sur le terrain. Alors parfois, les façades de ceux et celles qui se sont mobilisé.es se fissurent : « Je n'y crois plus, je suis désespéré.e ».

L'espoir et le désespoir sont des sentiments. Espérer c'est croire *a priori* en un avenir meilleur, désespérer c'est ne plus y croire, abdiquer. En avons-nous le droit ?

Et si la vraie question aujourd'hui n'était plus de croire mais de penser ?

Une amie palestinienne nous disait au début de la guerre : « Notre priorité doit être de nous dégager des réactions émotionnelles pour survivre et rester forts ». Parole de victime. Espoir ou désespoir n'est plus la question : **il s'agit de mettre, indépendamment de nos sentiments, toutes nos forces pour élaborer une stratégie de bataille car nous sommes dans un contexte de guerre généralisée sociale ou militaire.**

Nos objectifs sont la justice et la paix et nous ne pouvons présager de rien. Nous devons remplacer les sentiments paralysants par quelque chose qui est de l'ordre du devoir moral : nous agissons simplement parce que nous *devons* agir. Les premiers Résistants au nazisme n'ont pas fait autre chose.

Mais il faut être attentifs à tous les signaux : cesser de les mesurer au regard de nos espérances mais pour ce qu'ils sont et ce qu'ils révèlent de l'état du paysage.

Il y a eu les injonctions de la CIJ pour la prévention « d'un génocide plausible » mais à Gaza on continue à mourir sous les bombardements, les tirs de snipers ou de faim et de soif. Les Palestiniens nous disent : « Le droit est notre seul point d'appui ». Il y a eu la résolution du Conseil de sécurité pour un cessez-le-feu immédiat, pas plus respecté par Israël. Ne rêvons pas : ce n'est pas par bonté d'âme que **ces décisions ont été prises : elles sont le résultat de la pression populaire.**

Et c'est là le grand enseignement : **nos actions ont fait bouger les lignes symboliques.** Il ne faut pas s'étonner que pour l'instant cela n'ait rien donné sur le terrain : la Justice n'est que ce que l'on en fait. Il ne faut rien *en* attendre tout simplement parce qu'**il ne faut pas attendre.** Nous devons utiliser la technique du judoka : nous servir de l'action de l'adversaire pour le faire chuter. Reprendre ses propos pour aller à l'assaut des élus : qu'ils agissent pour que la France cesse de livrer des armes à Israël, la boycotte et porte plainte à la CPI.

Et si les larmes pointent à nos yeux, laissons les s'écouler la nuit mais ne les laissons pas obscurcir nos jours car nos jours doivent être une veille et une bataille permanentes.

● JOËLLE COUILLANDRE, AFPS RENNES



Merci
à Fred Sochard pour
ses dessins d'actualité

DÉMO - CRATIE ?

Si l'on pense que la « démo-cratie », c'est l'exercice du pouvoir par le peuple, n'est-il pas temps de revoir où nous en sommes ?

Une bipolarité touche la conception qu'en ont les forces de progrès. Pour celles et ceux qui agissent localement ou sur un thème social ou sociétal, la garantie de ne pas se faire déposséder de son combat est que la démocratie soit bien « en bas » et surtout locale. Pour beaucoup de celles et ceux qui sont animés par les affrontements politiques, l'exercice de la démocratie passe par la dimension électorale, afin d'avoir un jour la bonne majorité. Une part de ces dernier-es considère que ce futur ne serait qu'une étape avant une nouvelle renvoyée à un futur imprécis. Les deux conceptions ont ceci en commun qu'elles considèrent que l'intervention à l'échelle la plus large passe inévitablement par la délégation de pouvoir.

Cette dissociation ne marque-t-elle pas un des principaux verrous qui limite le passage du social ou du sociétal à la politique ? Est-il possible de la dépasser ?

DÉPASSEMENT ?

La dissociation qui limite le passage du social ou du sociétal à la politique est encore marquée par des siècles de pratiques où le pouvoir est « en haut » et le peuple « en bas ». Certains le déplorent, d'autres considèrent qu'il faut, bien sûr, être à l'écoute du peuple mais surtout faire à sa place.

Si nous tenons à une définition globalisante de la démocratie, comment faire l'impasse sur le fait que dans les quartiers populaires, elle est synonyme de taser et pas d'égalité, que pour bien des racisés et des peuples, la démocratie est/était le cache sexe du (post)colonialisme ? **Patrick Vassallo** développe ce point-de-vue dans son article.

Bernard Friot dénonce aussi cette culture coloniale qui s'exprime dans la criminalisation du soutien aux Palestiniens, et interroge les failles de notre vie démocratique.

Si l'on repense aux Nuits Debout, aux Gilets Jaunes ou à certains mots d'ordre durant le mouvement des retraites, n'y a-t-il déjà la quête d'un « pouvoir-faire » qui cherche à dépasser cette bipolarité ? Lors du 49-3, les partis de gauche ont crié au déni de la « démocratie parlementaire », les manif ont crié au déni de la démocratie tout court. On peut déjà vérifier que des mouvements profonds de l'opinion pèsent sur les comportements des forces institutionnelles.

Le concept d'autogestion porte une pratique partagée, de même que l'autodétermination ou le coopérativisme. Ces alternatives ont aussi leurs limites. Doit-on pour autant les négliger ? Le pouvoir de faire, à tous les niveaux, dans tous les champs, toutes dimensions n'est-il qu'UN horizon ? N'est-ce pas un outil à part entière de la construction de l'alternative ?

Christophe Prudhomme aborde la question de la démocratie dans le domaine de la santé. Il considère aujourd'hui que la dégradation de notre système de protection sociale et de santé est une atteinte majeure à ce qui doit constituer le fondement d'une société démocratique.

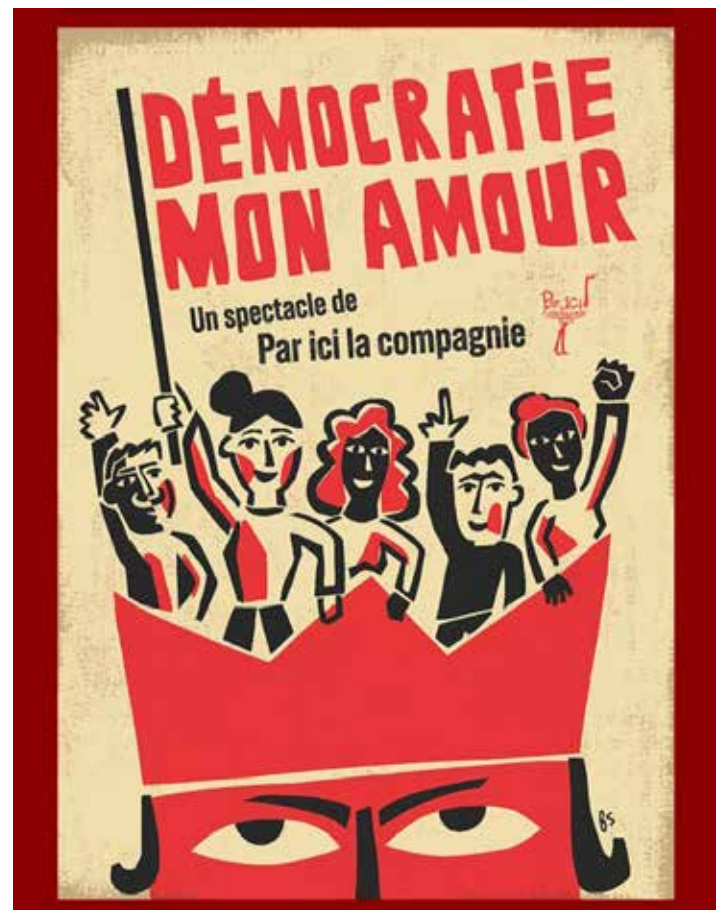
Alors que le mouvement contre le Choc des savoirs se heurte à un 1^{er} ministre déterminé à appliquer SA réforme, **Sylvie Larue** observe qu'il existe déjà des modes de décision au sein de l'Education Nationale, qui permettent de construire des consensus et de prendre des décisions démocratiques.

En parlant d'expériences positives, **Bénédicte Goussault** revient sur deux expériences de démocratie locale participative riches d'enseignement.

Pour dépasser la (non)-démocratie actuelle, il s'agit selon **Makan Rafatdjou**, de sortir des logiques verticales et de promouvoir une logique transversale. Et pour **Patrice Leclerc**, il n'existe pas plus de démocratie locale que de démocratie globale. Il est urgent de concevoir la démocratie d'abord comme un combat contre l'aliénation.

Construire le (réel) pouvoir du peuple, ou construire une « démocratie du commun », **Pierre Zarka** et **Alain Bertho** explorent chacun à leur manière une visée d'émancipation démocratique.

● Le comité de rédaction



Démocratie mon amour

paricilacompanie.com

Texte et mise en scène Antoine Linguinou

Les petites histoires de la démocratie de la Grèce antique à nos jours. Entre plus grand sérieux et absurdité du monde.



DÉMOCRATIE EN SANTÉ ?

Pour notre gouvernement, la définition de ce terme est la suivante : « La démocratie en santé a pour objectif d'améliorer le fonctionnement et l'efficacité du système de santé en amenant les décideurs à prendre en compte le regard des premiers concernés, les usagers, à travers leur ressenti et leur expérience ». Nous reconnaissons d'emblée ce fameux langage technocratique, ronflant et vide de sens.

Car en fait, cette définition est mise en avant depuis le début des années 2000 et les différentes réformes ayant malmené notre système de santé, en le vidant justement de ses quelques espaces de démocratie formelle. En voici quelques exemples. Il s'agit notamment de la création des agences régionales de santé, avec des directeurs devenant de véritables préfets sanitaires, nommés

directement en conseil des ministres et redevables de leurs décisions uniquement auprès du gouvernement. **Les différentes instances présentes dans ces agences ont souvent une composition pléthorique, diluant ainsi les différentes représentations, mais ce qui est plus grave, ne leur laissant le droit que de donner des avis que ces directeurs ne sont pas obligés de suivre.** Il en va de même dans les hôpitaux où le conseil d'administration, qui était doté de certains pouvoirs de gestion, a été remplacé par un conseil de surveillance, cantonné lui aussi à donner de simples avis non contraignants pour les directeurs d'établissement. En ce qui concerne la représentation des personnels, la transformation du comité technique d'établissement en conseil social d'établissement a aussi rogné ses prérogatives.

En ce qui concerne la fameuse démocratie locale, ont été institués des conseils territoriaux de santé - eux aussi des organismes consultatifs - qui ne peuvent que constater la dégradation de l'offre de soins dans leurs territoires, sans aucun pouvoir d'intervention.

Nous pourrions encore citer de nombreuses structures et comités aux noms ronflants, mais le constat est simple : **plus on parle de démocratie, moins ce qui fonde la démocratie, à savoir la capacité des citoyens à intervenir sur les décisions qui les concernent, est effective.** La stratégie de nos gouvernants est assez simple, il s'agit de complexifier pour diluer et finalement éliminer toute possibilité d'influer sur les décisions qu'ils imposent, sans aucune obligation de tenir compte des avis des principaux concernés.

Cette situation est mortifère pour un fonctionnement pacifié et respectueux des différences qui fondent la vie en société. Le ressenti de la population est celui d'une brutalité des gouvernants qui peut déboucher sur des réactions en miroir avec des modes d'action parfois violents.

Les questions de santé touchent à l'intime et les patients acceptent de moins en moins de se voir imposer des choix qui concernent leur intégrité personnelle et de subir des conditions d'accès aux soins qui les révoltent. Il s'agit d'un domaine dans lequel la possibilité de donner son avis

Le pouvoir de décider de l'organisation de l'offre de soins dans les territoires

dans un éventuel débat contradictoire est particulièrement important, afin de pouvoir participer à une prise de décision parfois difficile. Subir aujourd'hui la dégradation de notre système de protection sociale et de santé est donc une atteinte majeure à ce qui doit constituer le fondement d'une société démocratique.

C'est la raison pour laquelle des revendications de plus en plus fortes se manifestent, pour que les citoyens aient le pouvoir de décider de l'organisation de l'offre de soins dans les territoires, afin de répondre à leurs besoins. Que ce soit au niveau de l'installation des médecins, de la présence d'un hôpital à proximité ou encore de pouvoir accéder à des soins sans dépassements d'honoraires.

Il s'agit aujourd'hui effectivement de se mobiliser pour, au-delà des mots et des slogans, pouvoir faire fonctionner une véritable démocratie au sein d'un système de santé et de protection sociale où ce sont les citoyens, tous futurs patients, qui recouvrent un pouvoir de décision sur ce qu'ils considèrent comme nécessaire pour pouvoir répondre à leurs besoins.

● **Christophe Prudhomme**
Conseiller CGT à la CNAM

QU'EST-CE QU'UNE COLÈRE LÉGITIME ?



LES CONFÉRENCES DE CONSENSUS

Ou comment procéder à des choix démocratiques et pertinents au sein de l'Éducation Nationale.

Comment les élèves apprennent-ils ? La réponse à cette question peut-elle se trouver dans le seul cerveau d'un ministre et d'un directeur général des services de scolarité, alors que des chercheurs et des acteurs de terrain consacrent leur vie entière à y répondre ?

Prenons l'exemple de la lecture

En 2003, une première conférence de consensus est organisée sur l'apprentissage de la lecture. Il s'agit de confronter le regard des chercheurs et des acteurs de terrain pour construire des recommandations. En 2016, une nouvelle conférence met à jour ses recommandations. Plusieurs phases préparent ces conférences :

Prendre le temps de dégager les solutions pertinentes

production d'évaluations, enrichissement du questionnement des acteurs de terrain, échanges lors de séances publiques, diffusion des résultats des évaluations, suivi de la mise en œuvre des recommandations. Deux ans de travail.

Dans les constats de cette deuxième conférence, est mis en évidence le fait que les filles ont de meilleurs résultats que les garçons en lecture, tout au long de la scolarité. L'écart entre les filles et les garçons tend à se creuser. Faut-il en conclure qu'il faut séparer les filles et les garçons comme le propose Gabriel Attal pour les groupes de niveau en français et en maths au collège ?

Prenons au sérieux le problème posé par les résultats des enquêtes PISA

Ces enquêtes analysent les performances des élèves de 15 ans en fin de collège en « compréhension de l'écrit », « mathématiques » et « sciences », dans 81 pays de l'OCDE. La France est sous la moyenne dans les trois matières. Le nombre d'élèves très performants diminue, le nombre d'élèves moins performants augmente, et cette tendance est accentuée en France. Le lien entre résul-

tat et statut socio-économique est aussi l'un des plus marqués.

Gabriel Attal en conclut qu'il faut séparer les bons élèves et les élèves en difficulté pour que les premiers puissent avancer sans être gênés par les seconds, qui pourront eux aussi progresser à leur rythme...

Vous êtes sérieux Monsieur Le Ministre ?

Effectifs par classe très supérieurs à la moyenne de l'OCDE, crise de recrutement et formation continue quasiment dévastée sont des données de l'équation. Mais ce ne sont sans doute pas les seules. Alors, si on veut vraiment prendre le problème à bras le corps, ne faut-il pas prendre le temps de dégager les solutions pertinentes ?

Faisons une conférence de consensus sur la gestion de l'hétérogénéité du groupe classe

Partons des résultats des recherches didactiques et pédagogiques qui montrent qu'il faut privilégier le groupe classe hétérogène, tout en s'autorisant à constituer de manière ponctuelle et provisoire des groupes homogènes se-

lon des besoins spécifiques, en favorisant les changements de groupes, et en permettant aux groupes d'élèves forts de coopérer avec un groupe d'élèves faibles. Confrontons ces résultats aux pratiques des acteurs de terrain et travaillons à une organisation scolaire qui favorise les pratiques collaboratives au sein du groupe classe.

Construire une légitimité démocratique

Gabriel Attal agit par décret car il n'a aucune légitimité démocratique. Il se garde bien de proposer une nouvelle loi qui remettrait en cause le collège unique car il n'a pas de majorité parlementaire pour le faire.

Parce qu'il dépasse le caractère corporatiste, le seul débat démocratique qui existe aujourd'hui sur l'école, c'est celui qui s'élabore dans les assemblées générales de parents, d'élèves et de personnels – des enseignants aux AESH en passant par les personnels de direction – qui sont vent debout contre le « Choc des savoirs ». Il est de la responsabilité de chaque force organisée, qu'elle soit associative, syndicale ou politique, de le rendre visible, de le faire grandir et de lui donner toute sa légitimité.



● Sylvie Larue



DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE ?

Adjointe d'un maire socialiste, je fus chargée de la démocratie participative dans une ville de 25000 habitants de la banlieue parisienne ; c'était en un temps que les moins de 20 ans ne peuvent pas connaître. Nous avons mis en place avec enthousiasme des comités de quartier, de jeunes, de seniors élus par l'ensemble des habitants ; avant la loi Vaillant qui les a institutionnalisés...

Après 2 années de fonctionnement je me suis rendu compte du peu d'effet de ces outils sur une réelle démocratie participative ; ils étaient, en effet, composés de citoyens proches de la municipalité, déjà très engagés dans la vie locale, et très peu autonomes par rapport à la municipalité... ils étaient même, paradoxalement, devenus des écrans par rapport à la population... J'en tirais déjà la conclusion, corroboré par un travail d'étudiants sur la démocratie participative dans la ville de Créteil¹, que soutenir des associations créées à l'initiative d'habitants était plus porteur de participation...

Mais une autre expérience vint alimenter ma réflexion sur la participation : une forte tempête détruisit une grande partie du parc de la ville, parc de 5 hectares fait d'espèces rares, d'un cours d'eau habité par des canards, de parcours de promenade avec bancs, et de jeux pour les enfants... Nous avons alors proposé, par le biais du journal de la ville, aux habitants qui le souhaitaient, de participer à la reconstruction du parc avec l'aide des services espaces verts de la ville... Et en effet une quinzaine de personnes se sont présentées plutôt entre 50 et 70 ans mais quelques jeunes aussi, et plus masculins que féminins... Une commission s'est donc installée avec les services de la ville, et l'adjoint aux espaces verts qui a travaillé

pendant 2 mois environ avec de nombreuses déambulations dans le parc, et a produit un projet de reconstruction... J'ai été frappée de ce que beaucoup de ces personnes connaissaient très bien le parc et toutes les espèces d'arbres, et de flores qui y étaient présentes mais aussi par le travail très sérieux, et élaboré à partir de recherches scientifiques, mené pour aboutir à leur projet...

Le conseil municipal a lu le rapport, et rencontré les habitants de la commission et auteurs du rapport, et a suivi leurs propositions, et demandé aux services de le mettre en œuvre sous le contrôle de la commission : ce qui ne s'est pas fait sans heurt... **mais ayant travaillé ensemble, les services connaissaient les participants et avaient pu reconnaître leur légitimité, leur sérieux et leurs compétences ...**

Les travaux ont duré plusieurs mois après lesquels la commission a évalué les résultats et transmis ses commentaires et approbations au maire. Puis le groupe s'est dissous après une célébration officielle et publique de la réussite du projet.

Qu'en penser ? La participation des habitants quand elle est institutionnelle et octroyée par les pouvoirs en place est le plus souvent un faux semblant ou un alibi légitimant l'action des politiques ; elle risque au mieux de créer des écrans supplémentaires entre les politiques et les citoyens... Mais une participation sur un projet et limitée à l'espace du projet et à condition d'être exercée jusqu'à sa mise en œuvre court moins ces risques.

Enfin, les mouvements associatifs, quant à eux, peuvent permettre aux citoyens d'exercer un pouvoir réel et plus indépendant.

● **Bénédicte Goussault**

1. Master de sciences sociales université de Créteil

DÉMOCRATIE : AUTONOMIES ET COOPÉRATIONS À TOUTES LES ÉCHELLES

Où que je sois, je le suis immédiatement à toutes les échelles possibles : lieu, quartier, ville, agglomération, métropole, département, région, nation, continent, monde ! Et l'ensemble des sphères de ma vie (réseaux sociaux, amis, amours, familles, travail, loisirs, consommation, culture, sport, santé, consommation, déplacements...) impliquent et impactent des échelles de plus en plus multiples !

La condition existentielle des individus, collectifs, sociétés, territoires et écosystèmes est omniscaire, se déploie à toutes les échelles. Historiquement, et quasi exclusivement, l'articulation et le gouvernement de ces échelles se sont organisés selon une verticalité traduisant et induisant une superposition de niveaux selon des logiques hiérarchiques de domination. **Aucune révolution n'a remis en cause ces logiques.** Les recherches récentes d'alternatives se sont traduites selon deux modes.

1- Une volonté d'inverser le sens de la verticalité, de substituer la logique ascendant du bas vers le haut à la logique descendant du haut vers le bas. Mais cela ne change pas la logique verticale des niveaux (infra et supra), et maintient une base et un sommet toujours en surplomb. D'où la contradiction entre la volonté de maximiser le pouvoir de la base et la conquête du pouvoir au sommet pour assoir cette logique !

2- Une volonté de substituer à la logique verticale, une logique horizontale se traduisant de fait dans une succession d'échelons (intra et extra) induisant un éloignement grandissant et une dilution des spécificités de chaque échelle.

Trois échelles revêtent une dimension exceptionnelle. Le local, ici la **commune**, comme l'échelle élémentaire constitutive de toutes les autres échelles, à partir de laquelle chacune et chacun peut déployer les différentes sphères de sa vie à d'autres échelles. **Le mondial** comme l'échelle la plus globale constituée de toutes les autres échelles. D'où l'importance de

**Un monde en soi
mais jamais
un monde pour soi**

conjuguer le « penser global agir local » comme condition de sauvegarde des (biens) communs universels à toute l'humanité dans un monde aux ressources finies, et le « penser local agir global » comme condition de préservation de l'ensemble des singularités sociales et écologiques, sociétales et territoriales qui constituent toute la riche diversité de l'humanité. Enfin, l'échelle de **l'État-Nation**, fiction juridique issue d'une longue maturation conflictuelle et devenue constitutive de l'incarnation du pouvoir dans les pays occidentaux, et aujourd'hui forme mondialisée plus que problématique !

En réalité toutes les échelles, quelles que soient leur nombre et la forme structurelle et institutionnelles qu'on leur donne, sont en réalité enchâssées les unes dans les autres, des plus petites (micros) aux plus grandes (macros). Le passage d'une échelle à une autre ne relève pas d'une opération homothétique de réduction ou d'agrandissement, chaque échelle, microcosme ou macrocosme, est un monde anthropologique, social, économique, écologique avec ses propres singularités et caractéristiques. Un monde en soi mais jamais un monde pour soi car en interrelations permanentes, à la fois interdépendances et interactions !

Une démocratie réelle ne peut être réduite à un régime, elle relève avant tout d'un agir propre : celle qui inclus et implique l'ensemble des concitoyens d'un territoire dans la maîtrise de leur destin collectif. Il n'y a de démocratie que dans un exercice citoyen actif. Dans cette visée, pour que cette démocratie puisse être continue, cela suppose un droit à l'autonomie et un devoir de coopération pour chaque échelle constituée ! A la fois pour permettre à chaque échelle de pouvoir faire et réaliser tout ce qui peut l'être à son échelle, et de mettre en œuvre avec d'autres tout ce qui ne peut l'être sans leur implication. **Sortir cette articulation de la logique verticale suppose de lui substituer une logique transversale, et un agir transversal, un véritable transfaire, qui reconfigure de fond en comble l'organisation des pouvoirs dans les sociétés et territoires dans une logique égalitaire et non-délégitaire. Mais elle ouvre de passionnantes mais redoutables débats : y a-t-il peuple et souveraineté qu'à l'échelle de l'État-Nation ?**

● Makan Rafatdjou

LA DÉMOCRATIE : UN COMBAT CONTRE L'ALIÉNATION

Pour assurer la démocratie, il y a un minimum de formalisme : pouvoir s'exprimer, pouvoir dire oui ou non, pouvoir expérimenter, pouvoir d'agir. Pouvoir mais pas nécessairement avoir le pouvoir !

S'il y a un formalisme minimum, **il n'y a pas de recette autre que l'exigence citoyenne à exercer la démocratie, développer en permanence le conflit politique, la délibération collective, le compromis tiré d'un rapport de force ponctuel.**

Il n'y a pas plus de démocratie en bas qu'en haut. Combien de club de pêche ou d'associations locales ont un président à vie ? Comment expliquer qu'une droite autoritaire gaulliste savait entendre ponctuellement la puissance du peuple et que le club de judo local se divise pour des questions d'égo ? Comment comprendre la possibilité de l'autoritarisme libéral des gouvernements Macron et l'impuissance des peuples des Gilets Jaunes, des printemps de toutes sortes, des nuits et places occupées, des ma-

Il n'y a pas plus de démocratie en bas qu'en haut

nifs pour les retraites qui étaient à la quête d'un «pouvoir faire» cherchant à dépasser la bipolarité « pouvoir en haut » et « peuple en bas » ? Pourquoi cette difficulté de ces différents mouvements à converger, à se faire confiance, à avoir envie de partager les expériences, à dessiner un avenir en commun ?

«En France comme ailleurs, le néolibéralisme politique a ainsi dissous l'espace public qui faisait de la démocratie libérale une possible arène légale et rationalisée de la lutte des classes, et des mobilisations sociales une base possible de compromis capital/travail.»¹

Il a pu le faire parce qu'il a gagné la bataille idéologique en haut et en bas ! Il a gagné par les idées tissées par l'expérience concrète de vies ubérisées, de mythe entrepreneurial à portée de main, de la casse de tout ce qui solidarise.

Il a pu le faire parce que nous en sommes restés au «compromis capital/travail». Nous nous sommes intoxiqués par l'idéologie de la croissance infinie, du productivisme qui permettra de régler toutes les inégalités fusse au détriment de nos rapports au vivant.

1. Alain Bertho, De l'émeute à la démocratie, éditions la Dispute



Forces politiques, révolutionnaires de salon et des rues, peut-être avons-nous oublié la force de l'aliénation ?

«L'aliénation, pour Henri Lefebvre, nous empêche de voir les façons dont nous sommes dépossédés de notre dignité, de notre vie sociale, de notre temps, du sentiment de maîtrise de nos vies, de la beauté et de la santé de notre environnement vécu et de la possibilité même de travailler ensemble pour inventer notre avenir collectivement.»²

● **Patrice Leclerc**

2. Kristin Ross, La forme commune, la lutte comme manière d'habiter, éditions la Fabrique

DÉPASSER LA DÉMOCRATIE ?

La démocratie présente de multiples facettes selon qu'elle est représentative, populaire, participative, directe, chacun de ces qualificatifs exprimant une vision autant qu'une forme. La crise démocratique est aujourd'hui évidente, profonde, son issue incertaine. Il faudrait sans doute aussi parler de démocratie écologique ou climatique pour en indiquer un horizon. Horizon obscurci quand la démocratie dans les colonies a permis de bazarder les modalités traditionnelles d'organisation pour imposer l'ordre colonial. Par les armes au besoin, les missionnaires en complément.

Comment travailler le concept aujourd'hui en faisant l'impasse sur le fait que dans les quartiers populaires elle est synonyme de tasers et pas d'égalité, que pour bien des racisé·e·s et des peuples la démocratie est/était le cache sexe du (post)colonialisme ?

Quand la démocratie permet au fascisme d'arriver au pouvoir (mais c'était déjà vrai dans les années 1930), faut-il continuer d'utiliser une formulation dévoyée qui permet au grand État démocratique du Moyen-Orient de perpétrer un génocide ? A Erdogan de guerroyer contre les kurdes ? A Mumia Abu Jamal de pourrir depuis 42 ans dans une prison américaine ?

Comment accorder crédit à une notion qui couvre racismes et discriminations, quand elle ne les justifie pas ?

Je ne suis pas sûr qu'on puisse sauver le soldat démocratie...

Et comme l'alternative ne peut être ni un quelconque autoritarisme, ni un ordre divin, ni un populisme qui laisse la place belle aux dominations à l'œuvre, **il nous faut bien examiner comment dépasser l'affaire.**

L'autogestion, dans son entendement originel, a porté un élargissement du

pouvoir par le peuple. Les expériences de la seconde moitié du XX^e siècle (Yougoslavie, Tanzanie, ...) ont le mérite des expériences, sans forcément ouvrir une solution. Pourtant dans le mouvement ouvrier, coopératif, associatif, l'autogestion, en particulier ses formes coopératives, a été un outil de luttes, d'appropriation du pouvoir par les intéressé·e·s. Son périmètre se limite-t-il à la gestion, d'une entreprise, d'une société, d'une association ? Le pouvoir d'agir (« empowerment ») lancé par des québécois a eu l'ambition de proposer un outil, qui se voulait d'émancipation.

Peut-on dès lors considérer qu'il nous faudrait dépasser le « concept » de démocratie en en gardant le meilleur pour dépasser le périmètre des pouvoirs et porter l'émancipation, en plus de l'autogestion, de l'autodétermination et mettre fin ainsi aux dominations ?

Dans les quartiers populaires, les initiatives autodéterminées, les solidarités organisées, qui ont connu une vraie extension depuis la période Covid, ne sont-elles pas l'expression de ce vouloir et les prémisses d'une auto-organisation sociétale ? Mais celle-ci doit-elle se limiter au local, au « près de soi » ? Les réflexions en cours dans le mouvement altermondialiste, l'appel récent (avec toutes ses limites) à rénover l'ONU font surgir ce besoin d'organiser autrement le fonctionnement mondial. Ambition vaine ?

Quartiers populaires ou racisé·e·s, si nous ne trouvons pas de réponses collectives, partagées, comment pourrions-nous regretter (ou contester) que des communautarismes, ou d'autres organisations plus ou moins obscures et immatérielles, occupent le terrain vacant et le vide de perspectives ?

Il n'y a, je crois, aucune fatalité à ce que



les réseaux sociaux et la dématérialisation des communications n'offrent un boulevard qu'aux fausses nouvelles, aux influenceur·e·s de tout acabit et aux manipulations les plus confuses.

Réinventer la démocratie suppose de tisser un nouveau rhizome avec les auto (gestion, détermination, organisation, etc.) qui ne soit ni la réplique des « dirigeants éclairés » de la république de Platon ni l'ombre portée de l'ordre colonial ou du patriarcat « gaulois ». Il y a des mines d'or dans les pratiques des quartiers populaires (mais pas que...), appuyons-nous dessus, menons autant de palabres qu'il ne sera utile, la principale opposition à la mafia en Sicile, c'est les coopératives paysannes¹. Des organisations remarquables redonnent dignité dans les bidonvilles de Buenos-Aires ou Medellín.

L'avenir crèvera de notre manque d'imagination.

● **Patrick Vassallo**

1. <https://autogestion.asso.fr/sicile-cooperatives-contre-mafia-1893-2018/>



SIONISME, COLONIALISME, ANTI-WOKISME, EXTRÊME-DROITE : LA RÉPONSE DÉMOCRATIQUE

La stupéfiante criminalisation du soutien aux Palestiniens interroge sur la vigueur de la culture coloniale dans notre pays, ce coin séculaire enfoncé dans notre vie démocratique. L'assimilation de l'antisionisme à l'anti-sémitisme, le refus de reconnaissance du génocide en cours, la qualification comme apologie du terrorisme de tout lien fait entre les violences coloniales antérieures au 7 octobre et les crimes de guerre du Hamas, le refus de reconnaissance de la colonisation au cœur de la politique israélienne depuis 1948, tout cela est admis au-delà des militants de « l'arc-républicain » en construction autour du trio Renaissance/LR/RN. Que cet « arc républicain » lui-même ait pu se constituer est le symptôme de la popularité de ces thématiques dont le dénominateur commun est : colonialisme. **La démocratie repose sur**

l'égalité des personnes et des peuples que nient le colonialisme et le sionisme. Le soutien de la classe dirigeante française au gouvernement Netanyahu accompagne la montée en puissance du RN en réactivant son fonds de commerce, une culture coloniale très ancienne. S'attaquer à cette culture est un élément important de la bataille pour la démocratie.

A quoi sert la culture coloniale ? La production capitaliste aliène les travailleurs, tandis que sa mondialisation entraîne leur insécurité croissante par la délocalisation des productions dans des pays à faibles droits sociaux, par la soumission à la concurrence internationale des productions nationales comme l'alimentation, par l'instrumentation de travailleurs à faibles droits (les migrants en particulier) pour les productions non



délocalisables comme les travaux publics ou le soin aux personnes. Pour faire face aux craintes et colères qu'entraînent cette impuissance des travailleurs sur le contenu du travail et cette guerre aux conquies sociaux et à l'emploi, la classe dirigeante organise un exutoire : le refus des immigrés. Un refus nourri de deux siècles de disqualification coloniale des « arabes », des « noirs », des « musulmans », des personnes indéfiniment « issues de l'immigration ». Et dont les luttes pour l'égalité sont condamnées comme « wokisme », « séparatisme », « diversion » de la lutte de classes.

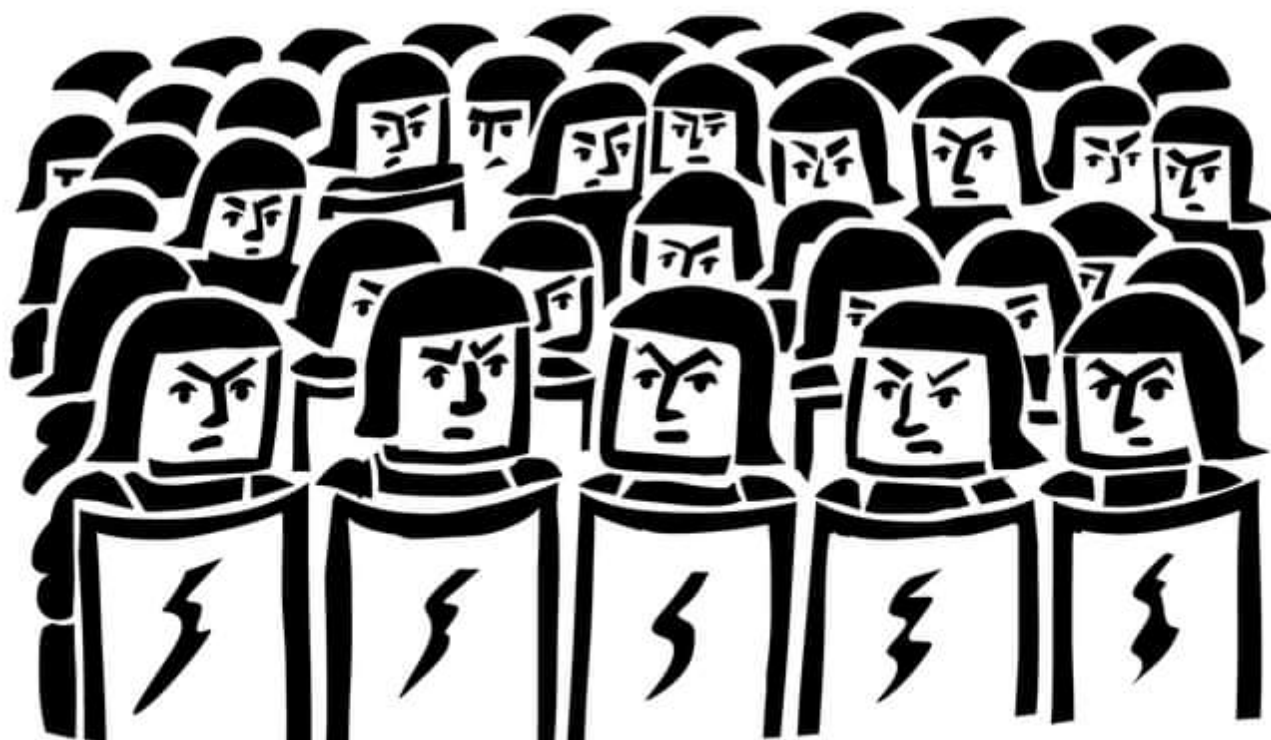
Toute personne doit pouvoir résider sur le territoire national, et, majeure, y jouir de la citoyenneté complète, enfin étendue à la production

N'espérons pas stopper la montée de l'extrême-droite sans une radicale égalisation des droits sociaux et politiques de tous les résidents sur le territoire national d'une part, et sans la conquête du droit politique au salaire comme fondement de la souveraineté sur le travail d'autre part.

Être souverain sur le travail, décider de la production à tous les niveaux nécessaires, micro-économique dans l'entreprise ou le service public, local dans la décision d'investissement, national dans la création monétaire ou les accords internationaux, suppose que les ressources de chacun ne dépendent plus de son emploi ou de sa performance sur le marché des biens et services, mais soient un attribut de sa personne. Cette libération du chantage à l'emploi ou au marché sera aussi celle du chantage au crédit, car les salaires, devenus droit politique de toute personne majeure, constitueront la seule avance monétaire de la production à la place de l'avance en capital. Cet enrichissement de la citoyenneté doit s'accompagner de la fin du lien entre citoyenneté et nationalité et de la claire affirmation du droit de circulation des personnes. Toute personne doit pouvoir résider sur le territoire national, et, majeure, y jouir de la citoyenneté complète, enfin étendue à la production.

● Bernard Friot

FORTE AFFLUENCE POUR LA VENUE DE MACRON À LA SORBONNE



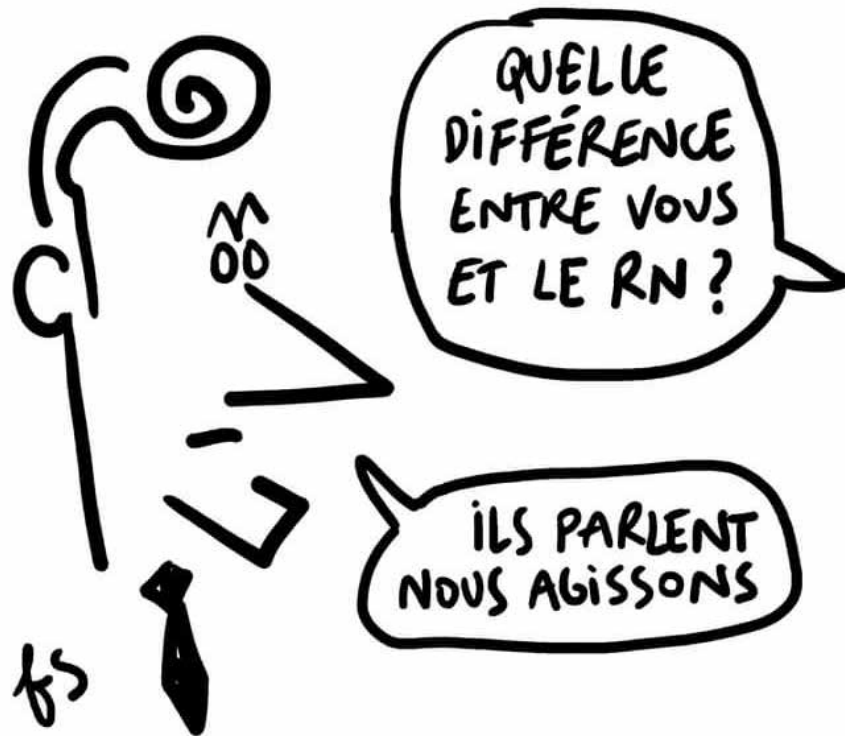
UNE « DÉMOCRATIE DU COMMUN »

La Gauche sociale, politique et intellectuelle dans son ensemble a été très attentive aux mutations du capital. De nombreux travaux ont été menés depuis quarante ans. Cette intelligence collective nous a mis à jour sur les processus économiques, voire socio-économiques. **Mais nous avons continué à penser la politique et l'État comme un sous-produit de l'infrastructure et fait, sauf exception, l'impasse sur la subjectivité politique des acteurs de cette mutation : la multitude et le capital.**

La multitude a exprimé de nouvelles exigences avec d'autant plus de force et de violence (par les émeutes et les soulève-

ments), qu'elles n'étaient pas prises en compte par la gauche sociale et politique traditionnelle. Or ces exigences, que j'appelle dans mon livre les six pulsations du siècle, dessinent les grands traits du commun qui peut nous rassembler contre le capital.

Du côté du capital, nous avons sous-estimé et continué de le faire, la mutation radicale de la stratégie étatique du néolibéralisme autoritaire : la liquidation de l'État social et de la démocratie, le chaos social, le gouvernement par la guerre. Or nous ne sommes pas loin de la phase terminale.



Qu'on ne s'y trompe pas : l'exigence de commun qui s'exprime de façon plus ou moins explosive ne vient pas de nulle part. Elle s'est construite de façon agrégative dans cette « myriade de résistances » et de vie partagée « malgré tout » qui nourrissent la culture populaire comme l'expérience usinière a pu nourrir la culture ouvrière. En France, le caractère national du soulèvement des Gilets jaunes comme des émeutes qui ont suivi la mort de Nahel, bien plus étendues et massives qu'en 2005, ne s'explique pas autrement. Dans ces situations, le « pays réel » surgit avec brutalité et surprend la bulle politico-médiatique qui travaille quotidiennement à l'ignorer. Si « l'émeute est le langage de ceux qu'on n'entend pas » (Martin Luther King), c'est que ces derniers et dernières ont quelque chose à dire. **Le travail politique proprement dit consiste à mettre des mots sur ce que disent les corps.** C'est ce qu'ont fait les places occupées pendant et après le printemps arabe, ce qu'ont fait les Gilets jaunes sur les ronds-points et dans les assemblées des assemblées. C'est ce qui nous a manqué en 2023.

L'héritage cuisant du XX^e siècle nous a fait collectivement contourner la question de l'État et singulièrement de l'État national. Quand nous ne l'avons pas délibérément

La question stratégique aujourd'hui est celle de la constitution du Demos

ignorée comme avec l'altermondialisme. Toute pensée réellement stratégique a été délaissée. Nous avons laissé se faire la mutation étatique du néolibéralisme autoritaire qui nous conduit aujourd'hui au bord de l'abîme.

Nous l'avons laissé s'attaquer aux bases même de la démocratie sociale. Alors que le capitalisme usinier permettait la constitution d'une culture ouvrière de solidarité, une culture de classe, le néolibéralisme a compris qu'il fallait détruire tout espace de subjectivité du commun qui lui ferait obstacle : le collectif de travail, les droits solidaires, les compétences professionnelles partagées. Dans le chaos et les ressentiments qu'il génère, nous avons laissé la question de la reconstitution du peuple à l'extrême droite.

Dans ces conditions, la question stratégique aujourd'hui est celle de la constitution du *Demos* pour l'instauration d'une « démocratie du commun » (Toni Negri), celle du « devenir peuple » par lui-même, *a contrario* de la démarche populiste qui veut construire un peuple par le haut dans l'antagonisme. **Il est urgent d'agréger de façon démocratique toutes les expériences populaires de résistances et de construction du commun, de les faire se parler pour élaborer ensemble. Urgent de porter une figure révolutionnaire de la Nation. Les partis ne sont plus en mesure de le faire. Il nous faut les contraindre. Sinon nous n'éviterons pas le pire.**

• Alain Bertho

LE PEUPLE ? EST-CE POSSIBLE ?

Notre vision de la démocratie nous vient de siècles de pratiques où le pouvoir est « en haut » et le peuple « en bas ».

Hypocrisie : les gens ne seraient pas capables de choisir les solutions à leurs problèmes mais seraient capables de discerner qui peut le faire en leur nom ! La Démocratie serait le temps passé dans un isolement pour dire à qui obéir ensuite. Ainsi nous faisons peuple non pas à partir de ce que nous sommes mais de notre dépendance à ce qui nous surplombe. Or le système représentatif ne satisfait plus personne : ni les dominés, privés de leur maîtrise sur leur devenir ; ni les dominants qui consi-

dèrent les élus trop sous la pression du peuple - à l'image du vote du Sénat contre l'accord de libre-échange avec le Canada et du refus de Macron de faire se prononcer l'Assemblée nationale bien que la majorité soit la sienne. Entre glisser vers l'autoritarisme ou aller vers une démocratie réellement citoyenne, nous n'avons plus le choix.

Dépolluons le mot pouvoir : ici, il ne s'agit pas de domination, il s'agit du verbe « être capable de ». Viser que les « simples gens » exercent le pouvoir-accomplir n'est pas une projection abstraite dans un futur aussi flou qu'hypothétique mais découle du fait que le collectif est produit par des individu/es. Il n'existe que par les « chacun/es » qui participent à tout ce qui socialise. Je ne serai jamais femme, palestinien, ou beur mais en les écoutant, je nous ai trouvé des intérêts communs. Ils/elles font partie de mon individualité. Vivre en société c'est se construire en permanence en dégageant ce qu'il y a de commun dans la diversité humaine. Ou gare à la consanguinité identitaire.

Sommes-nous capables de produire des lois ? Est-ce une vision idyllique du peuple ?

Déjà certaines pratiques comportent des germes d'avenir qu'il faut alors pousser. Rares sont celles et ceux qui n'ont rien à dire sur ce qui les touche.

C'est au niveau local et dans leur travail que les « gens ordinaires » peuvent se mobiliser et intervenir. C'est là qu'ils sont. Mais intervenir sur quoi ? Sur des faits locaux -bien sûr mais aussi sur ce que devient la Sécu, les coûts de l'énergie, le devenir de la planète, l'Europe, le sort des autres peuples, les menaces de guerre... **Les capacités du peuple ne se li-**

Se donner des porte-paroles à chaque fois avec des mandats précis et même « contraignants »





mitent pas au « petit » ; être de terrain ne se confond pas avec l'illusion autarcique. Viser le global ne nous reconduit pas obligatoirement au système représentatif. Le cadre dans lequel se situent les pratiques ne peut être commun que s'il est conçu démocratiquement. **Il n'y a pas de demi-mesure : si l'essentiel est décidé par des experts autant les laisser se débrouiller pour tout ! Il n'y a pas plus démotivant que d'être déchargé d'une responsabilité.**

Je ne crois pas à la spontanéité. **La définition des problèmes et les réponses à élaborer ne vont jamais de soi. Elles supposent de s'arracher du point de départ, et demandent de la réflexion, du tâtonnement, de la confrontation, de la contradiction vivante.** L'apport des militants engagés sur des principes n'est pas de se comporter comme des profs envers des ignorants mais d'instruire des débats au sens où un juge d'instruction instruit une enquête : d'abord écoute, puis questionnements, objections, propositions de pistes, d'expérimentations...

Si tout le monde n'ira pas à l'Assemblée nationale, se donner des porte-paroles à chaque fois avec des mandats précis et même « contraignants » n'est pas la même chose que d'avoir des « représentants ». Ces derniers deviennent vite autonomes vis-à-vis de leurs électeur/es, pensent, parlent et finalement décident à leur place. **Une vraie démocratie suppose qu'il n'y ait ni haut ni bas, mais l'implication des personnes qui veulent pouvoir choisir ce qui fait leur vie.**

● Pierre Zarka

LA MONTÉE AU MUR DES FÉDÉRÉS
JOURNÉE POUR LA MÉMOIRE DE LA COMMUNE DE PARIS 1871

SAMEDI 25 MAI 2024

A l'appel des Amis et Amis de la Commune de Paris 1871 et des organisations partenaires

11h00
Paris, Place des Fêtes
rassemblement festif, concerts, animations

14h30, départ du cortège Place des Fêtes,
Rue de Belleville, Rue Jourdain, Rue des Pyrénées, Place Gambetta, Av. Gambetta, Rue des Rondeaux, arrivée au Cimetière du Père Lachaise

Les Amis et Amis de la Commune de Paris 1871 et des dizaines d'autres organisations

Les Amis et Amis de la Commune de PARIS 1871

48 rue des Cinq Diamants
75013 PARIS - 01 45 81 00 54
www.commune1871.org

Révolution écologique ? (suite)

Gaëlle Rougier maire-adjointe à Rennes, militante d'EELV, a bien voulu réagir au dossier du numéro de Cerises paru en avril. Noémie Brun quant à elle, nous envoie une recension du livre paru aux Éditions La Dispute, *Avoir 20 ans à Sainte-Soline*. Le débat se poursuit.

Pour une écologie populaire

Anthropocène ou capitalocène, quelque part ce débat m'intéresse peu car, quel que soit le terme, le préalable à l'action politique semble ici partagé : la société écologiste pour advenir ne nécessite pas seulement de transformer les modes de production et les technologies mais bien de renverser les modèles dominants et les hiérarchies sociales à l'œuvre.

Penser l'écologie comme un objet social avant tout et intégrer les rapports de classes et les manières d'être au monde qui en découlent, les écologistes dont je suis, ont fait ce travail conceptuel depuis longtemps.

La question est donc bien comment ?

Comment s'extraire du piège de la ritournelle sur «l'écologie punitive», diffusée tant à droite par les milieux dominants, notamment économiques, qu'à gauche sur «les pauvres», les gilets jaunes, le «peuple» qui seraient les perdants de cette écologie bourgeoise ?

Si faire advenir l'écologie comme projet politique désirable n'est pas reporter la faute et donc la solution sur les seuls individus, ce n'est pas non plus les renvoyer à l'impuissance dans l'attente d'une solution qui serait exogène, exté-

rieure à elles et eux. C'est au contraire leur redonner du pouvoir d'agir. C'est ça l'écologie populaire pour moi. Rendre les gens acteurs et leur redonner de la maîtrise sur leur vie et pour cela il faut qu'ils se sentent concernés.

C'est ce pouvoir d'agir des quartiers populaires par exemple que défend Fatima Ouassak et son syndicat Front de mères. Si elle n'épargne pas l'écologie politique d'EELV, force est de constater qu'au national, comme à Rennes, cette écologie de l'agir populaire converge avec ce que nous portons. Front de mères, Banlieues climat, Conscience, les mouvements d'écologie populaire fleurissent. Reste à ce qu'ils ne soient pas rattrapés eux-mêmes par les fragmentations sans fin de la gauche aujourd'hui.

Les idées et le faire

Soazig Le Bot, nous dit, à juste titre, qu'il faut se libérer des imaginaires capitalistes et recréer les nôtres propres. Il est sûr que faire advenir une société écologiste, c'est lutter beaucoup contre de nombreuses représentations dominantes (du bonheur, du progrès humain, des relations sociales) et trouver ce récit collectif qui emmène le plus grand nombre, comme disent maintenant les communicants politiques.

Mais les idées changent-elles vraiment le monde ? Le philosophe dira que oui. Moi, j'ai une formation en sociologie politique. Comme Daniel Cueff je crois très fort en la transformation

des mentalités et donc de la société par l'agir. Comme Antoine Barbier, je crois en l'éducation à l'écologie (en tant que projet politique subversif) et non l'éducation au développement durable qui ne remet rien en question ou si peu. Une éducation populaire, par l'agir, le faire ensemble, la pratique.

En tant qu'élue à l'éducation, je travaille à une démocratie implicite des enfants, telle que l'a développée Daniel dans sa commune. C'est cette philosophie qui sous-tend le projet de budget participatif des enfants. On leur donne le cadre pratique, dont le cadre budgétaire, les valeurs qui nous animent (intérêt général, recherche de convergence, coopération, etc.) et on accompagne l'émergence des idées. Le plus difficile, comme le dit Daniel, est que les enfants, comme les adultes qui accompagnent la démarche, proposent des solutions selon leurs représentations déjà constituées. C'est cet aspect que nous travaillons désormais pour gagner en efficacité dans la transformation de la ville avec les enfants.

Laisser du pouvoir aux habitants, ce n'est pas renoncer au projet politique mais renoncer à l'hyper-maîtrise du processus de fabrication de la décision politique. C'est une révolution mentale à opérer mais qui est cohérente avec l'écologie populaire que nous voulons. Une pierre à l'édifice de la société écologique de demain.

● Gaëlle Rougier

Redonner du pouvoir d'agir

Avoir 20 ans à Sainte-Soline



Au retour des manifestations contre les méga bassines qui se sont déroulées à Sainte-Soline en mars 2023 les 6 enseignants-chercheurs, qui forment le collectif du Lorient, découvrent sur les chaînes d'informations en continu les récits que les médias font de ce qu'ils ont vécu et partagé avec 30 000 manifestants et manifestantes. Des échanges qu'ils instaurent durant les semaines qui suivent avec leurs étudiants, naît une conviction profonde : ce qu'il s'est passé à Sainte-Soline doit être raconté par celles et ceux qui y étaient. *Avoir 20 ans à Sainte-Soline* laisse ainsi la parole aux « jeunes », trop souvent délégitimés dans leurs luttes, désignés comme « radicaux », dépolitisés, écoanxieux. Une dizaine de personnes, âgés de 19 à 27 ans, témoignent ici de ce qui les a poussé à se rendre à Sainte-Soline et illustrent la diversité des profils et des pratiques militantes.

En parallèle de ces portraits, le livre propose des photographies, des slogans et des textes de sociologues, philosophes, juristes, journalistes. Sont aussi représentées des associations comme La Ligue des Droits de l'Homme, Les Soulèvements de la Terre, Bassines Non Merci, les Naturalistes de la Terre, Nourrir, etc. ainsi que des militants d'autres générations qui prennent la plume et

dévoilent un tout autre pan de ces événements : entre-aide des manifestants, transmission intergénérationnelle, organisation des cortèges, cantine commune, musique et fanfare... des éléments non relayés par les médias dominants. Plus encore, ces récits et analyses soulignent le contexte de violence étatique et institutionnel auquel ont été confrontés les trois cortèges, à des degrés divers. « On ne pouvait pas accepter que l'État ait décidé que ce trou allait être protégé au péril de la vie ». 5 000 grenades, GM2L (lacrymogène), GENL (grenade à éclat non létaux) et ASSD (grenade assourdissante) en une journée, des blessés graves que les médecins peinent à soigner faute d'accès des secours au site, des syndromes post traumatiques généralisés à venir et très vite ensuite, une nouvelle violence symbolique de l'Etat et des médias. Pourtant, les témoignages sont unanimes, loin de l'abattement et de la peur, cette démonstration de force n'aura découragé personne et laisse place à de nouveaux horizons de la lutte contre l'accaparement des ressources : « Ça donne encore plus envie de se battre. »

● **Noémie Brun**

Avoir 20 ans à Sainte-Soline, Collectif du Lorient, Paris, La Dispute, 2024, 240 p, 20 euros.



Dulcie,

Du Cap à Paris, enquête sur l'assassinat d'une militante anti-apartheid

Dulcie September, représentante de l'ANC en France est assassinée le 29 mars 1988 à Paris quelques mois avant la réélection de François Mitterrand à la présidence de la République. Elle avait 52 ans. Les coupables de cet assassinat n'ont pas été identifiés. L'enquête judiciaire française s'est soldée par un non-lieu en juillet 1992. L'assassinat de Dulcie September est une histoire qui reste très gênante pour la France : Dulcie dénonçait les relations économiques illégales entre Paris et le régime de l'apartheid.

Benoît Collombat, journaliste, grand reporter à France Inter, nous livre dans les détails le récit de son enquête au cours de laquelle nous retrouvons Jacqueline Derens, grande amie de Dulcie September, militante du Parti Communiste et militante anti-apartheid.

35 ans après son assassinat, les proches de Dulcie September espèrent toujours que la vérité éclate : quels rôles ont pu jouer des responsables au plus haut sommet de l'état en France et en Afrique du Sud ? Quels rôles ont pu jouer des industriels dans le secteur de l'armement et du nucléaire ?

Grégory Mardon croque avec précision et simplicité les propos de Benoît Collombat.

● **Sylvie Larue**

Dulcie, Du Cap à Paris, enquête sur l'assassinat d'une militante anti-apartheid, Benoît Collombat, Dessin de Grégory Mardon, Éditions Futuropolis, Novembre 2023, 304 pages, 26 €



Le ghetto scolaire

Ce livre traite de la ségrégation scolaire et de la nécessaire mixité sociale dans l'école et donc dans la société... articulant question scolaire et question de société. Cette exigence d'égalité entre élèves de catégories sociales différentes s'est révélée dans les années 1980 en même temps que la dénonciation des établissements difficiles où les élèves de catégories sociales défavorisées étaient majoritaires, établissements évités par les catégories sociales favorisées. Les établissements classés en fonction de leur IPS (indice de position sociale) révèlent de profondes disparités et ségrégations scolaires.

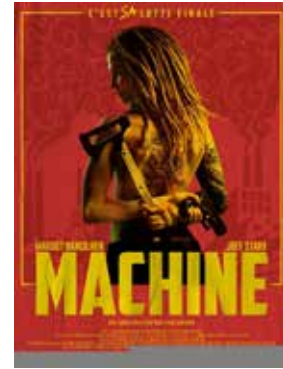
F. Dubet, sociologue, et N. Vallaud Belkacem, ancienne ministre de l'éducation, décrivent des expériences de mixité des années 2016/17 : fusion de collèges, fermetures d'établissements et reconstructions à la lisière de quartiers, regroupements de collèges d'un même secteur, modifications de la sectorisation, revalorisation de l'image des collèges évités en associant le privé. Il fallut vaincre les réticences de tous les parents et créer des partenariats entre conseil départemental et rectorat.

Les effets sont positifs : les résultats des élèves de catégories favorisées ne baissent pas, ceux des catégories défavorisées s'élèvent, tous bénéficient d'un élargissement de leurs relations sociales et voient leur bien-être s'améliorer...

La question est d'en faire une politique nationale.

● **Bénédicte Goussault**

Le Ghetto scolaire, Pour en finir avec le séparatisme, François Dubet et Najat Vallaud-Belkacem, Editions du Seuil, Mars 2024, 144 p., 12.90 € TTC.



Machine

Cette série, sur Arte, en 6 épisodes de 50 minutes, a quelque chose de jubilatoire et renouvelle de façon enthousiasmante la question sociale sur le petit écran.

Une usine occupée, dans l'Est de la France, où se fabriquent des machines à laver. Des difficultés économiques qui « justifie » l'appel à un investisseur coréen. Une ancienne militaire, virtuose du kung-fu, déjantée et déterminée. L'occupation. Son autogestion. Des pouvoirs publics aux ordres des puissances d'argent. Les flics. Le syndicat dont on voit les limites ... et les pratiques. Une tranche de vie ouvrière.

Les accents libertaires sont évidents, mais on n'y trouvera pas un anti syndicalisme virulent. Le mouvement, dans ses dialectiques, d'un groupe social qui veut sauver sa dignité, son travail. Les séquences pleines d'humours et de dialogues savoureux succèdent aux plans serrés sur les ateliers en lutte. On ne s'ennuie pas un instant. Un régal... Où Joey Starr se fait héraut du marxisme. Citations qui ouvrent chaque épisode.

« L'Humanité » a écrit que *Machine*, était « une série qui s'inspire autant du penseur communiste que du « petit dragon ». Voyons-y aussi un superbe encouragement à l'autodétermination de la lutte ouvrière.

● **Patrick Vassallo**

Machine, Thomas Bidegain, Fred Grivois 6 x 52 MN, Arte.tv, 2024



Il n'y a pas eu de Révolution

Dans son opus majeur (*Au voleur! Anarchie et Philosophie*, PUF, 2022) l'autrice tentait une critique radicale de la domination en interrogeant, par-delà la critique du capitalisme, les conditions du « non-gouvernable » et la nécessité d'être dirigés pour survivre. Dans cette même visée, elle poursuit ses réflexions sur les privilèges et aliénations non-abolis en 1789 : la propriété privée, le pouvoir et la condition servile. Elle rouvre à nouveau frais le débat entre Marx et Proudhon à partir de leurs textes originaux, leurs convergences et divergences, et leurs vraies disputes et fausses querelles re-contextualisées. Surtout, elle éclaire leurs portées et limites respectives à l'aune d'une multitude de pensées et apports contemporains. Ce faisant elle croise de manière aussi subtile que fertile des problématiques telles que : autonomie et coopération, commun et communs, vulnérabilité et soins, autogestion et autogouvernement, servitude et liberté, égalité et souveraineté... Cet ouvrage étoffé, délié, par des chapitres concis et percutants, est une invite pressante à y consacrer une part jubilatoire de notre temps de cerveau disponible.

● Makan Rafatdjou

Il n'y a pas eu de Révolution, Catherine Malabou, Payot&Rivages, 2024, 317 p., 20 €



Préférence nationale leçon d'histoire à l'usage des contemporains

Fin 2023, le gouvernement largement soutenu par la droite et l'extrême-droite a fait voter la loi Asile et immigration, qui ensuite a été censurée en partie par le Conseil constitutionnel. Gérard Noiriel revient sur la notion de préférence nationale. Dès le début de la 3ème république, la préférence nationale s'est imposée dans les débats et notamment à l'initiative d'un député de l'Ain issu de la Gauche radicale. En effet dès 1860 l'industrie a eu massivement recours à la main-d'œuvre immigrée. En soi ce n'était pas un problème tant qu'on était dans une période de quasi plein emploi. Mais à la suite d'une grave crise économique les journaux xénophobes lancent des campagnes contre l'immigration italienne ce qui provoquent des affrontements et beaucoup de violence. C'est à cette époque aussi que le sinistre E. Drumont publie son pamphlet « la France juive ». Gérard Noiriel montre que cette question est abordée avec difficulté par la Gauche. Ce livre se poursuit sur le fil de l'Histoire d'abord dans les années 30 puis dans la période récente. Tout d'abord j'ai trouvé très intéressante et pertinente cette mise en perspective historique car, à la lecture de cet ouvrage, on se dit que les Zemmour et Le Pen n'ont rien inventé, on se dit aussi que l'Histoire se répète. La dernière partie invite à combattre efficacement ces dérives et donne des pistes de réflexion et d'action.

● Daniel Rome

Préférence nationale -leçon d'histoire à l'usage des contemporains, Gérard Noiriel, Gallimard Tract, 3,90€



Vivre sans, une philosophie du manque

Une critique acerbe de la société de marché ouvre cet ouvrage précis, parfois chirurgical, disputant quelques thèses, concepts et philosophes. Les amateurs-rices apprécieront l'anthologie de la mythologie grecque.

Opposer gestion et action, désarticuler réel et temps : le libéralisme et le consumérisme organisent et théorisent la société du manque. Un zéro manque aussi vain et dangereux que le risque de même occurrence... L'auteur dénonce la société de consommation qui donne de la valeur au 'sans', paradoxalement et vend non le produit mais son rêve et son image. Ce « sens » devient produit d'appel pour marketing et justifie prédation et productivisme. Être « sans » détermine une exclusion -de nombreuses luttes en témoignent-, parfois les pires atrocités. Parce que le tonneau est percé, il faut se procurer du vin en permanence...

« Je consomme pour oublier que je vais mourir » : Le progrès est devenu une croyance ; où l'on n'a nul besoin des autres.

Ni de faire société. Le désir d'objets, sa quête incessante -quasi métaphysique- fait oublier que c'est l'économie qui produit les richesses. Chez Deleuze et Foucault, elle repère que leurs thèses sont digérables par le néolibéralisme malgré la critique qu'ils en font. Mais quels dominés ne sont AUSSI un élément du système de domination. Et le capitalisme en est ! La dignité échappe à l'évaluation, n'est donc pas intégrable dans le marché et voici qui peut refonder l'égalité. On n'est évidemment pas tenu de tout approuver mais l'ensemble est stimulant.

● Patrick Vassallo

Vivre sans, une philosophie du manque, Climats, 2024, 272 p., 21€

Les murs à pêches : portraits de jardins résistants

L'activité horticole qui pendant des siècles a fait la renommée de Montreuil a presque entièrement disparu aujourd'hui. Pourtant, ses traces ont fortement impacté l'urbanisation générale de la ville qui s'est glissée dans un parcellaire étroit de ruelles et de clos connus sous le nom de «murs à pêches».

L'histoire de ces murs est celle d'une aventure sociale collective liée aux nouvelles tendances pour le goût du sucré et pour l'art des jardins apparues au 18^e siècle. Époque à laquelle se dessine le modèle du potager et du clos à la Française. Les jardiniers, vigneron et paysans qui travaillent donc pour l'aristocratie parisienne vont découvrir ces pratiques nouvelles et les lancer à grande échelle sur Montreuil, où les carrières de plâtre et les sols de silex permettent de construire facilement des murs pour palisser les arbres.

C'est donc l'association de ces deux classes sociales, l'une qui désire, l'autre qui a des compétences, qui va donner naissance à la culture des fruits à Montreuil, dans un nouveau système d'optimisation des parcelles (fleurs, fruits, vigne). Ici, au fil des siècles, de grands jardiniers se disputent leurs recettes comme leurs méthodes de taille et rivalisent de concours en trophées qui bientôt feront la renommée de Montreuil dans toutes les cours d'Europe. Leurs pêches veloutés se vendent à prix d'or chez Fauchon, leur marquage au pochoir fait vibrer toutes les tables et les fruits comme les fleurs de Montreuil ont un carré réservé aux halles¹. Mais bientôt viendront le chemin de fer, les fruits du Sud et la concurrence étrangère. Le système « à la Montreuil », devenu inadapté, cédera le pas à l'industrie, aux lotissements et aux grands ensembles.

Miraculeusement classé en terres agricoles sous le régime de Vichy, un îlot de jardins, principalement concentré au cœur du quartier Saint-Antoine, a échappé à l'urbanisation de la ville. Ces parcelles font aujourd'hui l'objet d'une multitude de réappropriations en vue de leur préservation. Artistes, jardiniers, maçons, maraîchers, éducateurs, militants, fleuristes, cherchent ensemble à faire vivre l'héritage du passé pour repenser des communs et inventer d'autres rapports à l'espace et au temps. À leur manière, ils font ainsi émerger de nouveaux mondes possibles, entre les strates d'une époque oubliée et les nouveaux enjeux politiques, sociaux et environnementaux que supposent les pré-occupations écologiques de la ville contemporaine et les formes nouvelles d'habitabilité de nos territoires.

C'est à cette découverte de jardins enchantés et d'îlots résistants que nous convie l'exposition "Ru Gobetue, portraits de jardins résistants"². Explorant la terre, les friches, les sentes, tantôt au ras du sol tantôt depuis les murs, les photographes font ressurgir le tracé supposé de l'ancien ru qui autrefois irriguait la terre, et en suivant son cours, ils nous proposent un cheminement fait d'images et de mots saisis au fil de l'eau, des paysages et des rencontres humaines. Ils remodelent ainsi une mémoire collective faite de gestes et de savoir-faire anciens qui témoignent de la relation intime qui lie le patrimoine bâti des murs à pêches au territoire singulier de Montreuil et nous proposent un portrait sensible et poétique de cette constellation de jardins et d'acteurs engagés vers un avenir désirable³.

● Jean Noviel

1. Voir Émile Zola, Le ventre de Paris

2 Exposition "Ru Gobetue, Portraits de jardins résistants" sur une proposition de Vincent Fillon et Jean Noviel, jusqu'au 14 mai 2024, square patriarce, métro Mairie de Montreuil (puis lors du festival des Murs à pêches, du 16 au 19 mai 2024)

3. Pour aller plus loin :

- Association Map <https://mursapeches.blog/>

- Fédération <https://www.federationmursapeches.com/>

- Srhm <http://www.srhm.fr/>

- Jean Noviel <https://jean-noviel.fr/fr/accueil>

- Vincent Fillon <http://vincent-fillon.fr/>

1 : Le parcellaire de Montreuil vers 1950

2 : Une vue des clos

3 : La belle mignonne de Montreuil

4 : Le dernier horticulteur

5 : Diana Tempia, fruits défendus



Le noyau de Cerises est constitué de Bruno Della Sudda, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Olivier Frachon, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Patrick Le Tréhondat, Christian Mahieux, Henri Mermé, André Pacco, Alexandra Pichardie, Makan Rafatdjou, Daniel Rome, Patrick Vassallo, Josiane Zarka, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation qui cheminent ou ont cheminé au sein du réseau AAAEF, de l'Association Autogestion, de l'ACU, d'Attac, de la CGT, d'Ensemble, de FI, de la FSU, du NPA, du PCF, de Solidaires, de l'Union Communiste Libertaire...

Comme dit dans le *Manifeste*, nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis écrire à contact@ceriseslacooperative.info

Abonnement gratuit en ligne
<https://ceriseslacooperative.info/abonnement-journal/>